

[Text]

in terms of putting these task forces together, wanting to co-chair, and I am hopeful, if for no other reason and speaking very selfishly as a minister of two departments, that business and labour will give me a list of priorities for their own individual sector which my officials and I can, in turn, adjust our financial assistance programs to the priorities, as dictated to by the people with the most expertise in that individual sector; that is, the business people, the management people and labour, in that individual sector. So I think the hon. member raises, to me, the basic element of how we are going to ensure that Canadian industry is internationally competitive. To me, if we do not do that, we are not going to enjoy the latter part of this decade, of this century, which everybody is forecasting for Canada.

The Chairman: Mr. MacLaren.

Mr. MacLaren: There are many other subjects I would like to explore with Mr. Lumley but I see my time is passing.

On research and development innovation and the application of new technology, we have mainly two instruments available, either grants or tax incentives. Grants always make me slightly uneasy, because of the necessity for someone to decide where the grant is going to go. With all due respect to your colleagues on either side of you, I sometimes have misgivings about bureaucrats deciding upon the direction of grants to industry. On the other hand, tax incentives are typically of no value to companies without a taxable income, although they do avoid the problem of who is going to decide. I wonder whether you have any additional thoughts about ways in which we can best channel assistance to companies to promote R&D innovation, and secondly, whether you are giving particular attention to the problems of threshold companies which have achieved a certain level of development and which need that additional boost to get them into a viable marketing and manufacturing stance.

• 1010

Mr. Lumley: First of all, I will stay away from the Minister of Finance's responsibilities, Mr. Chairman, with respect to R&D through the tax system. I guess it is a debate which will go on for many years, whether to use the tax system or use the non-repayable or repayable contributions or the grant program that the hon. member talks about. I think it is a combination of both. When I look back to my days as a business man, what we needed when we first started and what we needed 10 years later, based on our financial position in time, differed substantially.

Secondly, I also think there is a problem of accountability which we as parliamentarians have; in the tax system there is a

[Translation]

pense que le gouvernement pourrait jouer un rôle très important. J'ai été très heureux de la réaction des principaux représentants du monde syndical, ainsi que de ceux de l'industrie, pour ce qui est de mettre sur pied ces groupes de travail, de les coprésider, et j'espère, je le dis de façon très égoïste en tant que ministre de deux ministères, que ces gens de l'industrie et du monde du travail me donneront une liste de priorités pour leur propre secteur laquelle permettra à mes fonctionnaires et moi-même d'ajuster en conséquence nos programmes d'aide financière, tels que le dicteront les gens ayant le plus de connaissances dans ce secteur particulier; c'est-à-dire les gens d'affaires, les gestionnaires et les représentants des travailleurs de ce secteur. Je pense que l'honorable député m'a demandé comment nous allons nous assurer que l'industrie canadienne est concurrentielle sur le plan international. Pour ma part, si nous n'arrivons pas à être concurrentiels, nous ne profiterons pas pour le reste de cette décennie, de ce siècle, de ce que tout le monde prévoit pour le Canada.

Le président: Monsieur MacLaren.

M. MacLaren: Il y a beaucoup d'autres sujets que j'aimerais explorer avec M. Lumley, mais je vois que le temps passe.

Au chapitre de l'innovation et de l'utilisation de nouvelles technologies découlant de la recherche et du développement, nous avons principalement deux instruments à notre disposition, soit les octrois ou les encouragements fiscaux. Les octrois me mettent toujours un peu mal à l'aise car il faut que quelqu'un décide où ces octrois seront accordés. En tout respect pour vos collaborateurs qui sont à côté de vous, j'ai parfois des appréhensions lorsque les fonctionnaires choisissent quelles industries recevront des octrois. D'autre part, les encouragements fiscaux n'ont aucune valeur pour les compagnies n'ayant pas de revenu imposable; quoiqu'on évite le problème de celui qui doit prendre une décision. Je me demande si vous avez songé à des façons dont nous pouvons mieux fournir cette aide aux compagnies pour promouvoir l'innovation dans le domaine de la recherche et du développement, et, deuxièmement, si vous accordez une attention particulière aux problèmes des compagnies qui sont au seuil de la rentabilité, ayant atteint un certain niveau de développement et qui ont besoin d'un coup de pouce additionnel pour pouvoir faire une commercialisation et une production rentables.

M. Lumley: Tout d'abord, monsieur le président, j'éviterai les responsabilités du ministre des Finances en ce qui touche la recherche et le développement par le truchement du système fiscal. Je pense que c'est là un débat qui se poursuivra pendant de nombreuses années, à savoir s'il faut faire appel au système fiscal, aux contributions remboursables ou non-remboursables, ou au programme d'octrois dont parle l'honorable député. Je pense que c'est une combinaison des deux. Lorsque je pense à l'époque où j'étais en affaires, et que je compare nos besoins du début et nos besoins 10 ans plus tard, selon notre position financière de l'époque, il y avait une différence importante.

Deuxièmement, je pense qu'il y a aussi un problème de responsabilités additionnelles que nous avons en tant que